

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 janvier 2026

- Les lois internationales protégeant les droits souverains des autres nations ne sont que de simples « *politesses internationales* », selon Miller, chef de cabinet adjoint de la Maison-Blanche.

Leur humanisme est la politesse des salops caractérise assez bien ce qu'ils appellent le droit international, devant lequel les uns et les autres n'ont pas cessé de se prosterner comme s'il incarnait la toute-puissance divine, terrestres cela suffira, au hasard, les Etats-Unis, qu'ils ont laissé librement guerroyer à travers tous les continents pendant 78 ans, et qui dorénavant revendiquent le droit d'imposer sans partage sa loi au reste du monde.

Il y a un début et une fin à tout. Le début on le connaît ici, ils ont mis le doigt dans l'engrenage de la compromission en violant les principes qu'ils avaient adoptés, et comme prévu, tout le reste y est passé ensuite petit à petit sans que personne ne réagisse vraiment. Dès lors, la fin était écrite, quand il ne restera plus rien à se mettre sous la dent pour camoufler leur faillite, les feux de la rampe s'éteindront, les Etats-Unis se soumettront aux conditions imposées par des concurrents devenus plus puissants, à moins que la révolution socialiste mondiale les submerge...

Préhistoire. Si l'homme est parvenu aux portes de la civilisation, il n'a jamais rompu avec la barbarie.

Si j'osais, je préciserais par nécessité, réfléchissez un instant, cela a du sens, non ?

Lu - L'un des architectes anonymes de la guerre en Irak avait déclaré autrefois : « *Nous sommes un empire désormais, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité.* »

« *Nous vivons dans le monde réel, Jake, un monde gouverné par la force, par la contrainte, par le pouvoir* », a déclaré le chef de cabinet adjoint Stephen Miller lors d'une interview avec Jake Tapper sur CNN lundi. « *Ce sont les lois qui régissent le monde depuis la nuit des temps* », a-t-il ajouté.

J-C – Avec Trump et sa clique mafieuse, ils en sont encore au stade de l'anthropopithèque.

On l'avait évoqué prudemment, et pour cause !

J-C - Pour sortir de pareilles conneries, c'est du "complotisme" de bas étage.

Réponse aux propos de Daniel Fontaine de la RTBF par Jacques Baud 12 janvier 2026

Jacques Baud - Tirer la conclusion que le « 9/11 » serait le fruit d'un complot ourdi par la CIA (ou autre) est très certainement faux. Mais il nous faut admettre que, contrairement aux apparences, nous ne savons pas grand-chose de la genèse du « 9/11 ». La version la plus probable est que les 19 terroristes – avec peut-être d'autres complices encore inconnus – ont organisé et exécuté ces attentats de leur propre chef. Ils étaient certainement inspirés par un militantisme djihadiste et animés par la vengeance des frappes d'août 1998 contre des populations civiles innocentes, mais rien ne démontre qu'ils ont été associés à une organisation centrale. En revanche, comme quinze ans plus tard avec l'État islamique, la réponse désordonnée et tactique des Occidentaux a fait d'« *Al-Qaïda* » un mythe et une référence pour les attentats à venir.

<https://www.legrandsoir.info/reponse-aux-propos-de-daniel-fontaine-de-la-rtbf.html>

J-C - Avec leurs bites et leurs couteaux ils vont détourner 4 avions de ligne, ben voyons ! Baud couvre l'Etat profond américain et l'Etat sioniste qui sont à l'origine de ce coup d'Etat ou de cet attentat sous faux drapeau. Comme quoi on peut être à la fois un intellectuel de haut niveau et un âne pour gober la version officielle, à moins qu'il soit lâche et malhonnête, pourquoi pas.

Les états de service de ce monsieur fournissent une indication assez précise sur les limites qu'il n'est pas prêt de franchir, Trump pourrait intervenir en sa faveur ! Il pourrait aussi inviter Meyssan.

Lu.

Les médias occidentaux font ce qu'ils savent si bien faire : minimiser et couvrir l'agression criminelle des États-Unis.

L'attaque militaire manifestement illégale de Trump contre le Venezuela, le kidnapping de son président, le meurtre de ressortissants étrangers et le vol des immenses ressources pétrolières du pays ne sont pas dénoncés pour ce qu'ils sont réellement, à savoir l'enchaînement de crimes graves. Cette agression perpétrée par les États-Unis correspond à la norme de Nuremberg du «crime suprême».

Pourtant, les médias américains et européens, contrôlés par les grandes entreprises, ne rapportent et ne commentent pas ces faits. La BBC britannique a même interdit à ses journalistes d'utiliser le terme «*enlèvement*».

Au lieu de condamner fermement les multiples violations de la Charte des Nations unies et du droit international par Trump, les médias occidentaux tentent de faire diversion en diffamant grossièrement la Russie et la Chine.

Les États-Unis viennent de commettre des crimes de guerre et de bafouer l'ordre international de la manière la plus flagrante qui soit, et pourtant le New York Times cherche à focaliser l'attention sur ce que la Russie et la Chine pourraient supposément entreprendre.

Le Daily Beast et le Guardian ont tous deux utilisé l'expression «*la poutinisation de la politique étrangère américaine*».

Ils affirment que Trump «*imite*» désormais le président russe Vladimir Poutine.

Moscou et Pékin réfutent toutefois cette distorsion, condamnant avec virulence l'agression américaine envers le Venezuela et la violation de la Charte des Nations unies.

En réalité, si Trump imite quelqu'un, ce sont tous les anciens présidents américains. Tous ont en effet envahi à plusieurs reprises des pays d'Amérique latine et du monde entier pour faire tomber des gouvernements et s'emparer de leurs ressources naturelles.

Le casier judiciaire des États-Unis surpasse de loin celui de toutes les autres nations. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont engagé des opérations de changement de régime dans pas moins de 100 pays étrangers et mené d'innombrables guerres illégales et conflits par procuration sur tous les continents.

Au cours des huit dernières décennies de cet «*exceptionnalisme américain*» marqué par le chaos et la barbarie, les médias occidentaux ont dissimulé ces crimes en propageant des prétextes tels que la guerre froide, la défense du monde libre contre le communisme, la protection des droits de l'homme, la promotion de la démocratie, l'élimination des armes de destruction massive, etc.

Le prélude à cette dernière agression contre le Venezuela s'est traduit par cinq mois de propagande colportée par les médias américains et occidentaux pour blanchir les allégations absurdes de Trump concernant la lutte contre le narcoterrorisme. Maintenant que l'agression criminelle a eu lieu, la propagande de guerre sans le moindre fondement a été abandonnée, tandis que Trump se vante haut et fort de prendre le contrôle de l'industrie pétrolière du pays.

L'impérialisme flagrant des États-Unis est désormais exposé aux yeux du monde entier. Mais au lieu de crier que l'empereur est nu, les médias occidentaux collabos doivent détourner l'attention de leur propre complicité propagandiste en affirmant que Trump imite Poutine et Xi, ou que la Russie et la Chine se féliciteraient de la perspective d'avoir les mains libres dans leurs «*sphères d'influence*».

Une pure invention des médias occidentaux. La Russie est impliquée en Ukraine en raison d'une guerre par procuration que le bloc de l'OTAN, dirigé par les États-Unis, provoque depuis des décennies. Quant à la Chine, Taïwan fait partie intégrante de son territoire en vertu du droit international. Les tensions ont été attisées par l'ingérence incessante des États-Unis dans les affaires intérieures de la Chine, notamment par la vente massive d'armes à Taïwan.

Moscou et Pékin ont maintes fois plaidé en faveur du respect de la Charte des Nations unies et d'un ordre mondial multipolaire pacifique, fondé sur le respect du droit international.

Ce sont les États-Unis et leurs partenaires occidentaux serviles qui ont corrompu le droit international et semé le chaos en poursuivant leurs objectifs impérialistes et en violant la souveraineté de divers pays à leur guise.

Trump n'est pas différent des autres présidents américains par sa présomption que la force fait le droit et son recours à la diplomatie de la canonnière. Les présidents précédents étaient politiquement contraints de recourir à des prétextes hypocrites pour dissimuler leurs crimes. Les médias occidentaux, en tant que système de propagande contrôlé, se sont toujours pliés à cette obligation en colportant des récits mensongers.

Trump s'empresse d'ouvrir la voie à la barbarie et de se passer d'excuses futiles. C'est la violence impérialiste à l'état pur. Les médias asservis sont dans une impasse. La triste vérité saute aux yeux.

Mais ils ne sont pas en mesure de la rapporter. Ils ont donc recours à leurs petits tours de passe-passe pour dissimuler leur abjecte complicité en dénigrant la Russie et la Chine.

Lu.

Les dictatures sont unidimensionnelles. Elles réduisent la politique à sa forme la plus primitive : *“Faites ce que je dis ou je vous détruirai”*.

Les nuances, la subtilité, les compromis, mais aussi l’empathie et la compréhension, vont au-delà de la bande passante cognitive limitée des gangsters, y compris du gangster en chef.

Les dictatures sont le paradis des voyous. Les gangsters, qu’ils se trouvent à Wall Street, dans la Silicon Valley ou à la Maison Blanche, cannibalisent leur propre pays et pillent les ressources naturelles d’autres pays.

Les dictatures inversent l’ordre social. L’honnêteté, le sens du travail, la compassion, la solidarité et le sacrifice de soi sont des vertus négatives. Ceux qui les incarnent sont marginalisés et persécutés. Seuls les individus sans cœur, corrompus, menteurs, cruels et médiocres arrivent à leurs fins.

Les dictatures octroient aux voyous les moyens de paralyser leurs victimes, sur le territoire national comme à l’étranger.

Quelqu’un peut-il sérieusement soutenir que les États-Unis d’Amérique sont une démocratie ? Peut-on parler d’institutions démocratiques intègres dans ce pays ? L’État est-il sous contrôle, et de qui ? Y a-t-il un seul mécanisme capable de faire respecter l’État de droit dans un pays où des résidents légaux sont enlevés dans la rue par des voyous masqués, où une “gauche radicale” fantasmée devient le prétexte à la criminalisation de la dissidence, où les plus hautes instances judiciaires confèrent à Trump un pouvoir et une immunité dignes d’un roi ?

Peut-on encore affirmer que les États-Unis sont les défenseurs des droits de l’homme, de la démocratie, d’un ordre fondé sur des règles et des “*vertus*” de la civilisation occidentale ?

Lu.

Les Irakiens, dont un million ont été tués pendant la guerre et l’occupation américaines, savent ce qui va suivre. Les infrastructures, modernes et efficaces sous Saddam Hussein (j’ai effectué des reportages en Irak sous son régime, je peux donc attester de cette vérité), ont été détruites. Les marionnettes irakiennes mises en place par les États-Unis ne se souciaient guère de la gouvernance et se seraient octroyé quelque 150 milliards de dollars de revenus pétroliers.

Les États-Unis ont fini par être chassés d’Irak, mais ils contrôlent toujours les bénéfices pétroliers du pays, qui sont transférées vers la Réserve fédérale de New York. Le gouvernement de Bagdad est allié à l’Iran. Son armée compte des milices soutenues par l’Iran au sein des Forces de mobilisation populaire irakiennes. Les principaux partenaires commerciaux de l’Irak sont la Chine, les Émirats arabes unis, l’Inde et la Turquie.

Les débâcles en Afghanistan et en Irak, qui ont coûté au peuple américain entre 4 000 et 6 000 milliards de dollars, ont été les plus coûteuses de l'histoire des États-Unis. Aucun des responsables de ces fiascos n'a été tenu pour responsable.

Les pays ciblés pour un “*changement de régime*” imploient, comme en Haïti, où les États-Unis, le Canada et la France ont renversé Jean-Bertrand Aristide en 1991 et 2004. Ce coup d'état a entraîné l'effondrement de la société et du gouvernement, des guerres de gangs et une aggravation de la pauvreté. Idem au Honduras lorsqu'un coup d'État soutenu par les États-Unis a renversé Manuel Zelaya en 2009. Hernández, récemment gracié, est devenu président en 2014 et a transformé le Honduras en un narco-État, tout comme Hamid Karzaï, marionnette des États-Unis en Afghanistan, qui supervisait la production de 90 % de l'héroïne mondiale. Et puis il y a la Libye, un autre pays doté de vastes réserves de pétrole. Lorsque Mouammar Kadhafi a été renversé par l'OTAN sous l'administration Obama en 2011, la Libye s'est fragmentée en enclaves dirigées par des chefs de guerre et des milices rivaux.

Liban.

Raids israéliens massifs au Sud-Liban malgré la trêve - RT 12 janv. 2026

L'armée israélienne a mené le 11 janvier une vaste campagne de frappes aériennes au Sud-Liban, avec plus d'une vingtaine de raids concentrés sur des zones boisées relevant de plusieurs cazas, avant d'étendre ses opérations à un site résidentiel dans la localité de Kfar Hatta, dans le caza de Saïda.

Ces opérations interviennent malgré la trêve entrée en vigueur le 27 novembre 2024.

France.

En famille. Le PS ou le parti de la trahison permanente.

Mercosur : le PS refuse la censure et temporise face au gouvernement - RT 12 janv. 2026

François Hollande s'insurge contre la menace de dissolution et plaide pour le 49.3 - RT 12 janv. 2026

Etats-Unis.

Lu.

- « *C'est l'état d'esprit d'un fasciste* », a déclaré un ancien responsable de la première administration Trump.

Interrogé par le *New York Times* sur l'existence de limites à son recours à la force militaire dans sa quête de «*suprématie américaine*» et de retour aux conquêtes impériales du XIXe siècle, Trump a

déclaré au journal, qui a publié des extraits de l'interview jeudi : *«Oui, il y a une chose. Ma propre morale. Ma propre conscience. C'est la seule chose qui puisse m'arrêter».*

Le président a déclaré au *Times* : *«Je n'ai pas besoin du droit international. Je ne cherche pas à faire de mal à qui que ce soit».* Il a semblé faire marche arrière un instant lorsqu'on l'a interrogé sur l'obligation pour son administration de respecter le droit international, en répondant : *«Oui».* Mais le *Times* rapporte que le président *«a clairement indiqué qu'il serait l'arbitre lorsque de telles contraintes s'appliqueraient aux États-Unis».*

«Tout dépend de la définition que l'on donne au droit international», a déclaré Trump.

Si l'on en croit les déclarations d'autres hauts responsables, la *«définition»* du droit international par l'administration Trump s'apparente davantage à la loi du plus fort qu'aux traités ou aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans une interview accordée en début de semaine, Stephen Miller, conseiller principal et considéré comme l'un des architectes de la campagne de bombardements extrajudiciaires de bateaux menée par Trump dans les Caraïbes, a exposé une conception du pouvoir présidentiel qui se résume à la loi du plus fort.

Miller a ajouté que *«l'avenir du monde libre repose sur la capacité des États-Unis à affirmer leur position et leurs intérêts sans avoir à s'excuser».*

Plus tôt cette semaine, le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a annoncé son intention de supprimer la pension de retraite du sénateur Mark Kelly (Arizona), capitaine de la marine à la retraite. Ce dernier avait publié l'an dernier une vidéo rappelant aux militaires en service actif que leur devoir premier était de servir la loi, et non le président. Trump a qualifié ces propos de *«comportement séditieux»* et a réclamé l'exécution de Kelly et des autres membres du Congrès ayant participé à la vidéo.

La Maison-Blanche a maintes fois affirmé que, puisque Trump est le commandant en chef des armées, tous les ordres qu'il donne sont, par définition, légaux.

Pour Miles Taylor, qui a dirigé le département de la Sécurité intérieure durant le premier mandat de Trump, cette nouvelle affirmation du président quant à son autorité incontestable a ravivé la mise en garde du général John Kelly, qui avait également occupé le poste de chef de cabinet dans la première administration Trump.

À l'approche de l'élection de 2024, Kelly a déclaré à *The Atlantic* que Trump correspondait à la définition d'un *«fasciste»* et que le président se plaignait fréquemment que ses généraux ne soient pas plus semblables aux *«généraux allemands»*, qu'il qualifiait de *«totalement loyaux»* à Hitler.

«John Kelly avait raison», a déclaré Turner jeudi. *«C'est la mentalité d'un fasciste».*

Si les propos de Trump l'ont inquiétée quant à un retour à une *«ère d'impérialisme»*, Margaret Satterthwaite, rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats, a déclaré que le sentiment d'impunité du président n'était pas surprenant compte tenu de l'inefficacité récente du droit international face aux agissements d'États voyous, notamment le génocide perpétré par Israël à Gaza.

«Le droit international ne peut empêcher les États de commettre des atrocités s'ils sont déterminés à les commettre», a déclaré Satterthwaite à Al-Jazeera. «Je pense que le monde est conscient de toutes les atrocités commises récemment à Gaza, et malgré les efforts de nombreux États, et notamment de l'ONU, pour y mettre fin, ont-ils poursuivi, nous sommes dans une situation pire encore si nous n'insistons pas sur le respect du droit international existant. Nous nous engageons alors sur une pente glissante bien plus dangereuse».

S'ils le disent eux-mêmes !

Ce que Donald Trump imagine pour le nouvel ordre mondial ne peut mener qu'à la catastrophe par Paul Blumenthal - Le HuffPost 10 janvier 2026

Les analyses présentant Donald Trump comme un isolationniste ou un opposant aux engagements à l'étranger ont brutalement pris fin avec la capture de Nicolás Maduro. Son affirmation selon laquelle les États-Unis vont désormais « diriger » le Venezuela a donné aux observateurs une vision encore plus nette de la situation. À cela s'ajoute la Stratégie de sécurité nationale publiée par l'administration en décembre, qui proclame un « corollaire Trump » — ou ce que Trump appelle la « doctrine Donroe » — visant à « réaffirmer et faire respecter la doctrine Monroe afin de restaurer la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental ».

La vision qui se dessine est celle d'un impérialisme débridé, à la recherche de ressources et de domination hémisphérique. Elle ramènerait le monde au système des « sphères d'influence » de la fin du XIX^e siècle, où les grandes puissances - États-Unis en tête - se partagent le monde pour le conquérir et en extraire les richesses.

L'administration est extrêmement claire à ce sujet. En vantant l'opération ayant permis la capture de Maduro, elle a publié des images sur les réseaux sociaux proclamant : « *Cet hémisphère est le nôtre* ». En revendiquant l'hémisphère occidental comme étant « à nous », Trump affirme un droit américain sur les ressources d'autres pays souverains. Dans le cas du Venezuela, cela signifie le pétrole.

Un ordre où la force fait le droit

Voilà à quoi ressemble la fin de l'ordre international construit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cet ordre reposait sur des institutions et des lois internationales qui protégeaient le droit souverain des nations à exister et à se gouverner elles-mêmes sans subir d'agression non provoquée. Un principe respecté en théorie par les acteurs mondiaux, même s'il ne l'a pas toujours été en pratique.

Cet ordre, auquel les États-Unis ont porté un coup avec l'invasion de l'Irak en 2003 et qui a été tourné en dérision par les attaques israéliennes contre Gaza ces dernières années, a parfois été réel et parfois illusoire. Mais il offrait une structure politique alternative permettant, espérait-on, d'éviter la catastrophe totale qui avait frappé le monde après la ruée vers la compétition entre grandes puissances à la fin du XIX^e siècle, et il a favorisé l'émergence de pays indépendants.

L'ordre international du XX^e siècle n'est pas aujourd'hui remplacé par un système plus juste qui limiterait l'appétit des nations puissantes - y compris les États-Unis, qui ont bafoué le droit international à de nombreuses reprises - mais par un retour à une barbarie ancienne où la force fait le droit. C'est l'adhésion totale à ce que l'un des architectes anonymes de la guerre en Irak avait

déclaré autrefois : « *Nous sommes un empire désormais, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité.* »

À l'époque, cette citation tristement célèbre devait être attribuée anonymement, mais les responsables de l'administration Trump l'énoncent désormais ouvertement. « *Nous vivons dans le monde réel, Jake, un monde gouverné par la force, par la contrainte, par le pouvoir* », a déclaré le chef de cabinet adjoint Stephen Miller lors d'une interview avec Jake Tapper sur CNN lundi. « *Ce sont les lois qui régissent le monde depuis la nuit des temps* », a-t-il ajouté.

La nouvelle vision de Trump renvoie plutôt au début du XX^e siècle, lorsque le président Theodore Roosevelt a modifié la doctrine Monroe avec son « *corollaire Roosevelt* ». Ce corollaire transformait la doctrine en une « *obligation* » pour les États-Unis d'intervenir militairement dans l'hémisphère occidental afin de maintenir leur suprématie. Cette modification s'accompagnait du mythe de la « *destinée manifeste* », selon lequel les États-Unis avaient un droit divin à l'expansion territoriale au nom de la croissance économique, ainsi que des idéologies raciales de l'époque.

Selon Roosevelt, les « *fautes chroniques* » des voisins du sud « *exigeraient l'intervention d'une nation civilisée* » afin d'exercer un « *pouvoir de police international* » pour rétablir l'ordre et ouvrir des opportunités économiques. Pendant des décennies, les États-Unis sont intervenus régulièrement pour renverser des gouvernements, soutenir des dictatures et protéger des intérêts corporatifs.

Si cette ingérence en Amérique latine et dans les Caraïbes n'a jamais cessé, elle s'est surtout concentrée sur les accords de libre-échange et la lutte contre le narcotrafic après une série d'abus à l'époque de Reagan dans les années 1980 et la fin de la guerre froide. Et rarement, bien que pas jamais, cette ingérence n'a été aussi flagrante que la capture nocturne d'un autre chef d'État, sans événement déclencheur préalable. Le « *corollaire Trump* », tel qu'il s'exprime dans la domination du Venezuela, cherche à revenir aux anciens jours du contrôle et de la domination impériale.

Une ère d'impérialisme à visage découvert

Les lois internationales protégeant les droits souverains des autres nations ne sont que de simples « *politesses internationales* », selon Miller. En rejetant l'ordre international et en revendiquant un droit souverain à la domination, l'administration Trump cherche à instaurer un système dans lequel les pays les plus grands et les plus puissants ont le droit d'imposer leur volonté aux autres là où ils exercent une domination régionale.

Cela inclut la saisie de territoires, comme Miller l'a menacé. Ces derniers jours, Trump a déjà menacé de s'emparer du Groenland, de renverser le président colombien Gustavo Petro et de « *faire quelque chose* » au Mexique, tout cela en discutant avec des journalistes à bord d'Air Force One. La Maison-Blanche a confirmé les menaces de Trump envers le Danemark, affirmant qu'elle cherchait à acquérir le Groenland, y compris en « *utilisant l'armée américaine* », selon un communiqué de la porte-parole Karoline Leavitt. Cette déclaration faisait suite à l'affirmation de Miller selon laquelle seul les États-Unis ont un droit légitime sur l'île nord-américaine.

Ces cinq dernières années ont vu d'autres puissances régionales, comme la Russie et Israël, revendiquer un droit similaire à la domination, avec des résultats brutaux. Mais les États-Unis, autrefois - souvent avec une hypocrisie flagrante - avaient au moins promu un ordre international censé limiter la brutalité qui avait ravagé le monde dans la première moitié du XX^e siècle. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Trump et Miller préfèrent revenir à leur vision d'un état de nature antérieur aux leçons sanglantes de l'histoire. Une nouvelle ère d'impérialisme à visage découvert ne peut mener qu'à la catastrophe.

Qui l'aurait cru ? (Je fais l'idiot.)

Zohran Mamdani est un instrument de l'impérialisme - Nate Bear 11 janvier 2026

Hier, le maire de New York, Zohran Mamdani, a condamné les personnes qui manifestaient contre la vente de terres en Cisjordanie, ventes qui avaient lieu dans une synagogue de New York. Dans le cadre de sa condamnation, il a qualifié le Hamas d'organisation terroriste.

J'ai publié un tweet en réponse, disant ceci.

Beaucoup de gens n'ont pas apprécié. Il a été republié par le rédacteur en chef du magazine *Current Affairs*, Nathan Robinson, qui a déclaré ceci.

Je maintiens tout ce que j'ai dit.

Si les personnes que vous élisez pour combattre les fascistes régurgitent la propagande fasciste, une propagande qui a fabriqué le consentement à un génocide, un génocide, alors c'est, d'un point de vue très concret, plus nuisible à la justice que les fascistes eux-mêmes.

Pour moi, ce n'est pas compliqué.

Ce ne sont pas les fascistes qui vous privent d'espoir et de la possibilité de justice, car ils n'en offrent aucune dès le départ. Ceux qui vous privent d'espoir et de la possibilité de justice sont ceux qui prétendent défendre l'espoir et la justice, puis prennent le parti de l'opresseur.

Un allié qui vous poignarde dans le dos est pire qu'un ennemi qui vous poignarde dans la poitrine.

Encore une fois, j'ai du mal à comprendre en quoi c'est compliqué.

Ce que Mamdani a dit est honteux, absolument honteux.

Qualifier la résistance palestinienne de « *terrorisme* » est littéralement la manière dont le consentement à un génocide a été fabriqué. Tout le monde ne le sait-il pas ? N'avons-nous pas vu pendant deux ans des politiciens israéliens et des sionistes occidentaux crier « *Hamas* » pour défendre, couvrir et justifier un génocide ? Tout le monde a sûrement vu cela, y compris Mamdani.

Alors, compte tenu de cela, comment peut-on défendre ce qu'il a dit ? Et comment peut-on défendre ce qu'il n'a pas dit ?

J'ai écrit spécifiquement à ce sujet il y a quelques mois. J'ai expliqué comment les médias occidentaux ont préparé le terrain pour un holocauste en répétant sans cesse l'expression « *groupe terroriste Hamas* » pendant une vingtaine d'années, endoctrinant le public et donnant à Israël le droit de tuer qui il voulait à Gaza, quand il le voulait. « *Il était essentiel que, dans l'esprit occidental, Gaza soit synonyme de terreur, afin que, lorsque le moment et les conditions seraient propices à une solution finale, Israël puisse l'appliquer sans résistance. Le Hamas est l'autorité*

civile à Gaza. La branche armée du Hamas n'a jamais attaqué en dehors d'Israël et des territoires occupés, et n'en a jamais eu l'intention. Pourquoi le feraient-ils ? Le Hamas est un groupe de résistance local qui lutte contre un oppresseur doté de l'arme nucléaire, qui a volé leurs terres, leurs maisons et leur a imposé des générations d'apartheid. Seuls dix pays dans le monde le considèrent comme un groupe terroriste. Croyons-nous que c'est parce que ce sont les pays les meilleurs, les plus justes et les plus moraux du monde ? Bien sûr que non. »

Et Mamdani n'a même pas pris la peine de nuancer son propos. Il n'a pas condamné les ventes illégales de terres palestiniennes qui se déroulaient sous son autorité, dans sa ville. Non. Il n'a condamné que les personnes qui protestaient contre ces ventes.

Il a choisi son camp.

Il a choisi le camp du sionisme.

Ouvrtement, sans vergogne, sans complexe.

Il a choisi de se ranger du côté de l'empire, du côté des oppresseurs et contre les opprimés, et de répéter la propagande de lavage de cerveau qui, depuis des décennies, justifie le génocide et l'apartheid.

C'est absolument honteux.

Hier, lorsqu'on lui a demandé pourquoi il ne condamnait que les manifestants anti-apartheid et non les ventes illégales de terres en Cisjordanie, il a concédé que ces ventes violaient le droit international. Mais il protège et facilite également ces ventes en augmentant le nombre de policiers devant les synagogues où se déroulent les enchères. Il facilite donc la violation du droit international dans la ville qu'il dirige, et il le sait.

Je ne peux que penser que les défenseurs de Mamdani ont une conception de la résistance à l'apartheid et au génocide qui est avant tout esthétique. Leur principale préoccupation est de se sentir bien avec leur candidat, et avec le système de démocratie libérale américaine qui l'a produit. La seule raison qui me vient à l'esprit pour qu'une personne de gauche défende une rhétorique et des actions génocidaires est qu'il croit, naïvement, aux héros politiques. S'il désire désespérément que le système prouve qu'il peut produire des gens bien.

D'une certaine manière, je comprends. Nous voulons tous croire que, malgré notre cynisme, malgré notre connaissance d'un système électoral corrompu contrôlé par des milliardaires et des entreprises, il est encore possible de trouver la bonne combinaison qui permettra de trouver le bon candidat qui apportera la justice.

Mais honnêtement, si les gens de gauche ne fixent pas la barre à « *répéter les arguments israéliens qui ont mené à un génocide est mauvais et inacceptable* », alors je ne vois pas à quoi nous servons. S'ils ne condamnent pas leur candidat pour avoir facilité l'apartheid et la violation du droit international dans sa ville, autant tout abandonner et rentrer chez nous.

Je pense que la crainte de Robinson et des défenseurs de Mamdani est que leur protégé ne prouve, une fois de plus, que le système est irrémédiable. Mais ils refusent de l'admettre. Car si le système électoral libéral n'est pas la solution, quelle est-elle ? S'accrocher à la croyance en l'électoralisme permet d'éviter les douloureuses réflexions révolutionnaires.

Je suppose que les dernières actions de Mamdani ne sont finalement pas si surprenantes. Il a maintenu Jessica Tisch, une ultra-sioniste, au poste de cheffe de la police, a fait la fête avec des célébrités qui financent l'armée israélienne, a ressassé le thème de l'antisémitisme depuis son élection et a cédé à la pression sioniste concernant le slogan « *mondialisons l'Intifada* ».

Je ne suis pas le rédacteur en chef d'un grand magazine new-yorkais. Je suis juste un type avec un blog qui, comme tous ceux qui se soucient de la Palestine, de la justice et de l'avenir, espérait que Mamdani serait à la hauteur.

Mais face aux preuves accablantes de son incompétence, je me dois de le dénoncer, et j'espère que la plupart de mes lecteurs l'apprécieront.

Ce que je ne ferai pas, c'est ignorer les actions manifestement scandaleuses de progressistes au pouvoir pour ménager la sensibilité des libéraux et des gens de gauche esthètes comme Robinson.

Iran.

«Tirez sur la police, sinon frappez les civils» : l'Iran révèle les messages audios envoyés de l'étranger aux auteurs de troubles – RT 12 janv. 2026

Les autorités iraniennes estiment que les violences ayant secoué le pays dépassent largement le cadre de simples protestations sociales. Selon le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, des groupes armés ont infiltré des rassemblements initialement pacifiques afin de provoquer un chaos généralisé, visant aussi bien les forces de l'ordre que des civils.

« *Les manifestations ont été transformées en bain de sang uniquement pour donner un prétexte au président américain à intervenir militairement* », a déclaré le chef de la diplomatie iranienne lors d'une rencontre avec des ambassadeurs étrangers à Téhéran. Il a souligné que cette dérive violente ne correspondait en rien aux revendications économiques exprimées au départ par les manifestants.

Abbas Araghchi affirme que l'Iran dispose de « *nombreux documents et enregistrements vocaux* » démontrant une coordination depuis l'étranger. « *Nous avons des messages audios envoyés de l'étranger aux auteurs de troubles : "S'il y a la police, tirez sur la police, sinon frappez les civils. Le but est d'avoir plus de victimes"* », a-t-il précisé.

Une stratégie déstabilisatrice orchestrée depuis l'étranger

Le ministre iranien évoque un basculement délibéré dans la violence à partir du 8 janvier. À cette période, selon lui, les principales revendications économiques étaient le sujet de discussions entre les autorités et les syndicats, et la mobilisation commençait à faiblir. C'est alors que des éléments armés seraient apparus dans plusieurs villes, aggravant la situation de manière coordonnée.

Tout en réaffirmant que la situation est « *sous contrôle total* », Abbas Araghchi a transmis un message de fermeté. Il a accusé les puissances occidentales d'appliquer une politique de deux poids, deux mesures. « *Les États qui ferment les yeux sur le massacre de dizaines de milliers de civils à Gaza se permettent aujourd'hui de donner des leçons de droits de l'homme à l'Iran* », a-t-il déclaré.

Le ministre a également dénoncé les campagnes médiatiques étrangères visant, selon lui, à diaboliser la réponse des forces de sécurité iraniennes. Il a rappelé que des dizaines de policiers ont été tués et que de nombreuses infrastructures ont été attaquées par des groupes qualifiés de « *terroristes* » par Téhéran.

Iran : Le Komala kurde impliqué dans les émeutes. Handala identifie 600 agents du Mossad - Al-Manar 11 janvier 2026

Les autorités iraniennes ont accusé le groupuscule kurde séparatiste Komala d'être impliqué dans les émeutes qui ont exploité le mouvement porté par le bazar fin décembre 2025 pour protester contre la chute de la monnaie nationale.

Une source sécuritaire du Corps des Gardiens de la révolution (CGRI) a révélé que la plupart des émeutiers arrêtés à Téhéran *«sont venus des provinces de l'ouest du pays»* et *«sont liés au groupuscule Komala»*. Ce dernier est un parti kurde séparatiste du Kurdistan iranien.

«Ils ont reçu des armes et avaient comme recommandations de mener des actes de sabotage», selon la source de l'agence *Tasnim News*.

Début janvier, Komala avait ouvertement exprimé son plein soutien aux émeutes appelant les différentes catégories de la société à y prendre part.

Depuis le Kurdistan d'Irak

Une enquête réalisée par l'agence Tasnim News, a mis en garde contre les actions des groupes séparatistes basés dans le nord de l'Irak, assurant qu'ils sont entrés dans une nouvelle phase *«dangereuse, coïncidant avec la récente vague de protestations dans plusieurs régions iraniennes»*.

Selon l'agence, ces groupes ont lancé des appels organisés et des campagnes d'incitation simultanées, profitant de l'activité intense des médias étrangers et des sites en ligne qui *«cherchaient à faire sortir les manifestations de leur contexte économique et civil les poussant sur la voie des émeutes et des menaces directes à la sécurité, en ciblant particulièrement les provinces de l'ouest et du nord-ouest de l'Iran»*.

Selon le rapport de Tasnim, *«plusieurs dirigeants de groupes désignés comme terroristes en Iran, dont Ribwar Abdanan (groupe PJAK), Hossein Yazdanpanah (groupe PAK), Abdullah Mohtadi et Reza Kaabi (deux factions de Komala), ainsi que le Parti démocratique du Kurdistan iranien, ont joué un rôle direct dans l'incitation à la violence par le biais de déclarations et de messages simultanés»*.

L'agence a expliqué que ces groupes, basés dans des camps et des quartiers généraux dans le Kurdistan irakien, sont passés de la guerre psychologique et des opérations médiatiques aux combats actifs.

Des signes de cette évolution ont été observés dans les provinces d'Ilam et de Kermânchâh, notamment des tentatives d'approche de cibles sécuritaires et militaires ainsi que de dépôts de munitions dans les zones frontalières.

Selon la même source, cette situation survient malgré l'accord de sécurité signé entre l'Iran et l'Irak, auquel la région du Kurdistan adhère également. Cet accord interdit explicitement l'utilisation du territoire irakien comme base de lancement pour des attaques armées contre l'Iran et interdit à ces groupes d'exhiber ou de posséder ouvertement des armes.

Selon le gouverneur de la capitale iranienne, *«les terroristes ont causé des pertes estimées à 3 milliards de toumanes durant la première nuit des émeutes dans la capitale»*.

600 émeutiers liés au Mossad

Le Groupe Handala iranien a diffusé sur les réseaux sociaux la liste des noms de 600 émeutiers travaillant pour le Mossad israélien. Ils sont liés à Mehrdad Rahimi, considéré comme l'agent du Mossad principal en Iran, et impliqué dans des activités visant à semer la violence et l'instabilité, selon des informations locales.

À ses débuts, *«Handala»* était classé comme un groupe de pirates informatiques émergent. Il s'est transformé en peu de temps d'un acteur numérique à l'influence limitée en un acteur central d'une bataille de piratage et de fuites visant des personnalités israéliennes de haut rang.

Venezuela.

J-C – Le Venezuela, l'un des Etats les plus démocratiques du monde, comme l'Etat de la Libye sous Kadhafi était le plus social du monde, et là aussi tous en chœur à gauche et à l'extrême gauche hurlaient avec la réaction au dictateur (Plus besoin de guillemets!).

Lu.

Pour la deuxième année consécutive, le pays est en tête de la croissance de l'économie réelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, selon le récent rapport de la CEPALC qui estime une expansion de 9% d'ici la fin de 2025.

Malgré la perte de 99% des revenus pétroliers résultant de mesures coercitives unilatérales, ils ont réussi à produire leur propre nourriture. Le marché intérieur compte déjà 90% des produits de sa propre fabrication. Les données ont été fournies par Ítalo Atencio, président de l'Association nationale des supermarchés et des libres-services (ANSA) en octobre 2025.

Selon les données officielles fin 2025, il y a eu une augmentation de 34% des ventes et de la consommation. Pour lutter contre la guerre économique, le gouvernement a travaillé d'arrache-pied sur un mécanisme d'indexation pour protéger les salaires.

Enfin, ce que l'on cherche à désigner, ce n'est pas seulement un ensemble de ressources matérielles, mais quelque chose de plus profond: un processus de construction du pouvoir populaire qui remet en question le capitalisme numérique et déshumanisé. Au cours de l'année 2025, quatre consultations nationales trimestrielles ont eu lieu, réalisant l'approbation et le financement de 33.000 projets populaires, dans le cadre du modèle de démocratie directe et de premier plan né de la vision d'Hugo Chávez qui a été incarnée dans le Livre bleu. 49 mille conseils communaux et 4100 communes (organes de participation, d'organisation et de gestion populaire dans les communautés) font partie de ce système.

Contre cette expérience, une autre histoire surgit, pour ces jours: celle des rues vides et un peuple immobile. Cependant, depuis l'attaque et les mois qui y ont précédé, des mobilisations quotidiennes ont lieu à Caracas et dans tout le pays, mettant en vedette les femmes, les travailleurs, les communes et les organisations sociales, les architectes toute la démocratie participative qui existe au Venezuela. teleSURtv.net 12 janvier 2026

Maduro : un dictateur ? par Marc Vandepitte - Mondialisation.ca, 07 janvier 2026

Nicolás Maduro est-il un dictateur impitoyable ou le gardien d'une forteresse assiégée ? Dans un pays déchiré par les sanctions et la « *guerre électorale* », la réalité est plus complexe que ce que les gros titres occidentaux nous laissent croire.

Nicolás Maduro Moros (1962) est issu d'une famille ouvrière et a été formé au sein du mouvement syndical. Il a travaillé comme chauffeur de bus dans le réseau de métro de la capitale, Caracas, avant de devenir militant syndical.

Dans le cadre du projet chaviste autour du président Hugo Chávez, il a fait carrière en tant que député, ministre des Affaires étrangères (2006-2012) et, à partir d'octobre 2012, vice-président. Lorsqu'un Chávez mourant l'a désigné en décembre 2012 comme son successeur, il l'a fait avec un message clair : Maduro était l'homme capable de garantir l'unité du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) et les acquis sociaux.

Un héritage très lourd

Maduro a toutefois hérité d'une tâche extrêmement lourde. Là où Chávez pouvait compter sur un charisme presque mythique et des prix du pétrole records, Maduro a dû diriger le pays à une époque de pénurie et d'agressions externes et internes sans précédent.

La présidence de Maduro est indissociable de la « *guerre hybride* » déclenchée par les États-Unis. Alors que les médias internationaux se focalisaient sur son prétendu manque de charisme personnel par rapport à son prédécesseur, Maduro a construit une stratégie de survie pour son pays face à un régime de sanctions étouffant imposé par Washington.

Les mesures coercitives unilatérales, qui bloquaient les revenus pétroliers vitaux du pays, avaient pour objectif explicite de faire implorer l'économie vénézuélienne et de pousser la population à la révolte. Selon un rapport du CEPR, [1] auquel Jeffrey Sachs a contribué, les sanctions économiques ont causé environ 40 000 décès supplémentaires au Venezuela en 2017-2018.

À la suite de l'état d'urgence économique et de la polarisation interne, plus de 7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. Il en a résulté une énorme fuite des cerveaux qui a encore affaibli l'économie.

Maduro n'a pas seulement subi une opposition économique. Sous son mandat, le Venezuela a été confronté à des tentatives de coup d'État soutenues par les États-Unis, comme l'échec de « *l'Opération Gédéon* » [2] et le gouvernement fantôme de Juan Guaidó [3] poussé par Washington.

S'y ajoute la polarisation. Pendant des années, l'écart entre riches et pauvres a été énorme. Chávez et Maduro ont tenté de le réduire, ce qui leur a valu un large soutien parmi les couches les plus

pauvres. Dans les classes les plus aisées, cela a produit l'effet inverse : la résistance y était, et reste, très forte.

Cela se reflète aussi dans les médias. Comme ailleurs en Amérique latine (et chez nous), les médias commerciaux sont aux mains de grands groupes capitalistes, qui adoptent une ligne anti-Maduro virulente. Dans les médias publics, on entend au contraire le son de cloche opposé.

Les médias commerciaux ont un impact énorme sur la société vénézuélienne. Environ 70 % des stations de radio et de télévision sont aux mains du secteur privé. Seule une petite minorité est directement la propriété de l'État.

Le parcours de Maduro

Malgré la polarisation, les tentatives de déstabilisation et la manipulation du processus politique par les États-Unis, Maduro a su préserver l'unité au sein des forces armées et du PSUV.

Pendant son mandat, Maduro a déployé de grands efforts pour renforcer la société civile. Les « *comunas* » (communes) [4] ont reçu un important pouvoir de décision et une autonomie accrue pour l'organisation des quartiers. Malgré l'inflation galopante, Maduro a réussi à maintenir les programmes sociaux (Misiones) [5] sous une forme adaptée.

Des *milicianos* et des *colectivos* ont également été créés. Ce sont des milices citoyennes principalement destinées à résister à une éventuelle intervention étrangère ou à des troubles organisés à l'intérieur du pays. Au total, cela concerne environ 4 millions de Vénézuéliens.

On peut dire beaucoup de choses sur ces milices, mais elles ont en tout cas permis au Venezuela de ne pas sombrer dans la guerre civile après les tentatives d'éviction de Maduro, contrairement à ce qui s'est produit après l'intervention militaire en Libye en 2011.

Ces dernières années, l'économie vénézuélienne repart à la hausse et certains Vénézuéliens retournent dans leur pays. Cela explique aussi en partie pourquoi Maduro a remporté les élections en 2024 (voir plus loin).

Sur le plan international, Maduro a mené, dans les traces de Hugo Chávez, une politique anti-impérialiste infatigable. Sous sa direction, le Venezuela a servi de moteur à l'intégration latino-américaine, avec pour objectif de faire front contre l'ingérence des États-Unis à l'œuvre depuis des décennies.

En forgeant des alliances stratégiques avec des pays comme la Chine, la Russie et l'Iran, Maduro a effectivement défié l'hégémonie de Washington. Cette orientation vers un monde multilatéral – dans lequel l'Amérique latine et le Venezuela ne sont plus « l'arrière-cour » des États-Unis – a fait du pays, outre ses grandes réserves de pétrole, la cible principale de l'agression américaine.

Droits humains

Les critiques reprochent à Maduro des dérives autoritaires et des élections contestées. On peut dire beaucoup de choses sur ces deux points, mais pour en avoir une image fidèle, il est nécessaire de regarder les circonstances et le contexte en face, tout en tenant compte de la couverture médiatique très orientée.

Tout d'abord, nous parlons ici d'un pays assiégé, qui a dû gérer au cours des dernières décennies plusieurs coups d'État et des déstabilisations internes. Ignace de Loyola, le fondateur des jésuites, savait déjà au XVI^e siècle que tout dissident dans une forteresse assiégée est rapidement considéré comme un traître.

En raison du fossé entre riches et pauvres, l'Amérique latine est en outre le continent ayant le plus haut degré de violence sociale et politique. Dans un Venezuela fortement polarisé, ce type de violence est encore plus présent. Pendant les blocages de rues (guarimbas) en 2013, des dizaines de policiers et de civils ont perdu la vie à cause d'actions d'opposants politiques. Un scénario identique s'est répété après presque chaque élection.

Dans un tel contexte de violence et de siège, les limites du maintien de l'ordre sont facilement dépassées. Cela ne se justifie pas, mais depuis notre position sûre et insouciant, un peu de modestie est de mise.

De plus, nous devons être particulièrement prudents avec les informations concernant une éventuelle répression inutile ou inadmissible. Ainsi, un rapport de l'ONU de 2017 sur les droits humains au Venezuela était particulièrement critique envers le gouvernement, évoquant des violations flagrantes et même des exécutions.

Mais le juriste international et ancien expert indépendant de l'ONU Alfred De Zayas a réduit ce rapport en pièces. Selon lui, l'équipe de l'ONU qui l'avait rédigé était « *peu professionnelle, très idéologique, néoconservatrice et a priori opposée à la révolution bolivarienne* ».

Il était aussi basé « *sur des sources peu fiables* » et « *ignorait une grande partie des informations du gouvernement sur les victimes des émeutes de rue* ». Un rapport de l'ONU en dit parfois plus sur les rapports de force au sein de l'organisation que sur la situation réelle sur le terrain.

Les médias commerciaux n'ont tenu aucun compte de cette critique et ont largement relayé les conclusions initiales parce qu'elles s'inscrivaient parfaitement dans leur ligne idéologique. C'est de ce genre d'informations orientées que le citoyen moyen dépend pour s'informer. La vigilance est donc de mise.

Démocratie

Un deuxième reproche concerne le manque de démocratie. Ici aussi, le contexte est primordial pour former un jugement équilibré. Depuis que Chávez a remporté la victoire aux urnes en 1998, les États-Unis ont tout fait pour orienter à leur guise toutes les élections suivantes. Il n'est pas exagéré de parler de « *guerre électorale* ».

Des candidats de droite ont reçu des conseils et un soutien financier. Des instituts de sondage à la réputation douteuse ont organisé des enquêtes et des sorties d'urnes livrant systématiquement des résultats défavorables au camp de gauche. Des membres de l'opposition ont été incités à infiltrer le conseil électoral.

Lors de l'élection présidentielle de 2024, un scénario détaillé a été élaboré pour manipuler le scrutin, allant d'actions de sabotage à l'organisation d'un « *décompte parallèle* » et d'émeutes post-électorales. Les principaux éléments de ce scénario avaient même été publiés à l'avance par un expert en guerre psychologique et en désinformation.

À l'avance, les États-Unis avaient déclaré qu'ils n'accepteraient le résultat que si le candidat de (l'extrême) droite gagnait. Selon le résultat officiel, Maduro a obtenu 52 % et le candidat de l'opposition 43 %. Selon le propre décompte de l'opposition, Maduro n'aurait obtenu que 30 % contre 69 % pour eux.

Presque le monde entier a adopté la version de l'opposition et des États-Unis. Pourtant, divers sondages récents montrent que l'opposition ne bénéficie pas d'un soutien massif. En octobre, 91 % des Vénézuéliens avaient une opinion défavorable de María Corina Machado, la figure de proue de l'opposition. Un sondage d'un autre institut en décembre le confirme. En outre, 80 % des personnes interrogées considèrent le prix Nobel de la paix attribué à Machado comme une farce.

Même Donald Trump, avec qui Machado a collaboré étroitement, a indiqué qu'elle « *n'a pas le soutien ni le respect nécessaires dans le pays* » pour être une dirigeante crédible.

Depuis que Maduro est devenu président en 2013, il y a eu 12 élections et un référendum. C'est beaucoup pour un « *dictateur* ». On peut toutefois se demander s'il est pertinent d'organiser des élections dans un contexte de guerre électorale, et comment un système politique peut se protéger contre tant d'hostilités externes et internes sans en miner le caractère démocratique.

Quoi qu'il en soit, qualifier Maduro de « *dictateur* » revient à ignorer la réalité complexe d'une guerre hybride et d'une polarisation extrême. Cela n'exonère pas Caracas de ses responsabilités, mais appelle à un regard sobre sur une démocratie sous siège permanent, plutôt qu'à des caricatures simplistes.

Enlèvements de la narcodémocratie trumpiste - telesurtv.net 11 janvier 2026

Après l'enlèvement inadmissible du président vénézuélien légitime, Nicolás Maduro, et de la députée Cilia Flores, les autorités judiciaires américaines ont décidé de révoquer l'accusation renvoyée que le président a dirigé le Cartel des Soleils. Pendant plus d'une décennie, cette accusation a été utilisée pour délégitimer les autorités chavistes et pendant deux mois, elle est devenue le bélier central de la propagande pour justifier le blocus de la République bolivarienne, l'assassinat de plus d'une centaine d'équipages de navires dans les Caraïbes, le bombardement d'un pays souverain et l'enlèvement de deux de ses autorités institutionnelles.

Pendant ce temps, caché sous un voile de communication compact, le président américain Donald Trump est devenu le premier président à gouverner pour les cartels de la drogue. Lors de son premier mandat, entre 2017 et 2021, le magnat a signé 144 grâces et 94 commutations de peines. Une grande partie de ces indulgences ont été accordées aux criminels reconnus coupables d'infractions de trafic de drogue. L'affaire la plus retentissante a été celle de l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernández (JOH), condamné le 8 mars 2024 à 45 ans de prison pour avoir dirigé un réseau de trafiquants de drogue qui commercialisaient 400 tonnes de cocaïne au sein des États-Unis, en association avec le Mexicain Joaquín « *Chapo* » Guzmán. Sur la base de cette décision, le tribunal a conclu que JOH « *a fait du Honduras – entre 2014 et 2022 – un narco-État* ». Selon l'avocat Kermit Roosevelt, professeur à l'Université de Pennsylvanie, les acquittements de Trump pour trafic de drogue condamné sont le résultat de contributions financières apportées par les lobbyistes et/ou les proches des personnes condamnées.

Le modus operandi éhonté utilisé pour la libération de trafiquants de drogue a été mis en évidence par des fuites publiées par des conseillers législatifs, qui ont montré les liens étroits de Marco Rubio

avec le groupe BGR, une organisation de lobbying chargée d'assurer la libération de JOH. Le conseil est présenté comme un guide pour « *des services de conseil et de lobbying personnalisés performants* ». Selon l'Office of Foreign Agents Registration (FARA), JOH a engagé BGR Group de 2018 jusqu'à la fin de son mandat en 2021, payant 660 mille dollars par an pour encourager son image dans les salles du Capitole, à Washington. Avant que JOH ne présente les 400 tonnes de cocaïne à Miami, BGR Group a été chargé de coordonner et de guider les campagnes électorales de Marco Rubio au Sénat, en 2010 et en 2016. Selon plusieurs conseillers des sénateurs démocrates, c'est Rubio qui a contacté les proches de JHO avec BGR, une situation qui explique la diffusion de rapports du cabinet de conseil, dans lequel JHO a été qualifié d'« *allié clé dans la lutte contre le crime organisé* ».

Le lien de Rubio avec les trafiquants de drogue est familial. À l'adolescence, l'actuel secrétaire d'État a vécu pendant des périodes dans la maison de sa sœur aînée, Barbara, qui était mariée à la Cubaine Orlando Cicilia, une pom-pom girl majeure pour le ver de Miami et membre des « *cavaliers de cocaïne* ». Le beau-frère de Marco Rubio était le subordonné de l'un des patrons de la mafia de Miami, Mario Tabraue, qui avait participé au débarquement frustré à Playa Girón en avril 1961. Lorsque Cicilia a été arrêté, ils ont trouvé plusieurs kilos de cocaïne dans la maison où Rubio a passé la nuit. Tabraue a été condamné à la réclusion à perpétuité et Cicilia à 25 ans. Mais tous deux ont été libérés grâce à devenir des travailleurs humanitaires repentants. Cicilia a réussi à se réinsérer dans le ver parce que l'actuel secrétaire d'État a géré une licence de courtier immobilier, un titre de compétence qui n'est pas accordé aux anciens trafiquants de drogue. Marco Rubio, déjà dans la race politique, a réussi à surmonter cet obstacle. Les commerces de « *cavaliers de cocaïne* » ont été recréés par Brian De Palma dans son film Scarface. Tabraue est celui qui semble personnifié, dans le film, comme le doux Tony Montana. De bons garçons.

La condescendance de l'administration Trump avec les trafiquants de drogue comprenait le pardon de Ross William Ulbricht, fondateur de Silk Road, le plus grand site de marketing de pilules illicites sur Internet. La grâce avait été condamnée à la réclusion à perpétuité – sans possibilité de libération conditionnelle – en 2015. Alice Marie Johnson, emprisonnée pour distribution de cocaïne, et Ronen Nahmani, condamné depuis 2015 pour avoir commercialisé des drogues synthétiques en Floride, ont également été favorisés. Il jouit du même privilège Weldon Angelos, condamné à 55 ans de prison pour possession d'armes de guerre et trafic de drogue. La même faveur a été accordée au pasteur Otis Gordon, qui, en plus de fournir la communion, était dédié à la distribution de stupéfiants. Roy Wayne McKeever était un autre qui méritait l'indulgence présidentielle: il avait été arrêté en 1989 pour trafic de marijuana du Mexique à l'Oklahoma. Le patron de la mafia de Chicago, Larry Hoover, a également reçu le pardon du magnat de New York. Son collègue, le baron de la drogue de Baltimore, Garnett Gilbert Smith, a souri avec ses collaborateurs après avoir reçu la nouvelle de la grâce. Sam Topeka, condamné à 10 ans de prison pour avoir vendu 80 kilos de cocaïne, a été également favorisé. La même clémence a été conférée à Christopher Anthony Bryant, condamné à 12 ans de prison en 2022 pour possession d'armes à feu et distribution de plusieurs kilos de cocaïne, 1300 doses d'héroïne, 1700 pilules de méthamphétamine et 1300 de fentanyl.

Les affinités électives de l'actuel président américain avec les trafiquants de drogue ne sont pas nouvelles. Joseph Weichselbaum était son partenaire dans une société de location d'hélicoptères, habitué à transporter des millionnaires vers le casino Trump à Atlantic City. Il a également été l'un de ses investisseurs dans plusieurs de ses entreprises immobilières. En 1985, Weichselbaum a été accusé de 18 infractions de trafic de drogue. À cette occasion, quelque chose d'incroyable s'est produit: l'affaire a été renvoyée de Cincinnati à Ohio pour qu'un autre juge établisse la peine. Le juge nommé était Maryanne Trump Barry, la sœur aînée de l'actuel président. Lorsque les procureurs ont dénoncé la proximité de l'accusé avec l'un de ses associés, Maryanne s'est excusée, mais a remis l'affaire à son collaborateur intime, le juge Harold Ackerman. Ce dernier « *soigné* » du

trafiquant de drogue Weichselbaum, a été condamné à trois ans de prison – dont il n’a accompli que 18 mois – alors que ses subordonnés ont été condamnés à 20 ans de prison. Avant le verdict, Trump avait écrit une lettre au juge Ackerman dans laquelle il qualifiait Weichselbaum de « *personne scrupuleuse, sincère et diligente* » qui représentait « *une source de fierté pour la communauté* ». En bref: un homme d'affaires avec des partenaires de narco, qui pardonne des criminels de la drogue et utilise le prétexte du narco-terrorisme pour bombarder, mener des exécutions extrajudiciaires et kidnapper un président. Presque une tautologie.

Les compagnies pétrolières peu pressées d’investir au Venezuela, au grand dam de Trump - Courrier International 10 janvier 2026

Si le locataire de la Maison-Blanche “*a pressé*” les dirigeants présents d’aller “*planter leurs drapeaux*” au Venezuela pour y exploiter “*l’une des plus grandes réserves de pétrole au monde*”, la plupart d’entre eux “*se sont toutefois abstenus de s’engager publiquement à investir rapidement*”, constate *The Wall Street Journal*.

S’ils ne cachent pas “*leur intérêt pour l’exploration de nouvelles opportunités*” dans le pays latino-américain, “*ils ont toutefois indiqué avoir besoin de garanties de sécurité et d’une réforme du cadre juridique et commercial vénézuélien avant d’envisager d’y investir*”, précise le quotidien économique.

L’absence d’engagements fermes de la part des dirigeants de sociétés telles qu’Exxon Mobil, Chevron et ConocoPhillips, parmi celles convoquées par Donald Trump, “*a soulevé des doutes quant à l’affirmation du président selon laquelle les producteurs de pétrole américains étaient prêts à dépenser 100 milliards de dollars [86 milliards d’euros] ou plus pour reconstruire l’infrastructure pétrolière du Venezuela*”, relève *Politico*.

Mais en dépit de ses promesses – et de ses menaces – le président et ses conseillers sont sortis de la réunion “*sans obtenir d’engagements majeurs de la part des entreprises pour investir des milliards de dollars dans le pays, après avoir rencontré un profond scepticisme quant au plan de l’administration visant à assurer la stabilité à long terme du Venezuela*”, observe CNN.

Les patrons des compagnies pétrolières “*ont averti à plusieurs reprises que tout nouvel investissement ne serait probablement rentable que dans plusieurs années et dépendrait grandement de la manière dont l’administration gérerait l’incertitude des prochains mois*”, ajoute la chaîne américaine.

Le plus sceptique était sans doute Darren Woods, le patron d’Exxon Mobil, qui a déclaré sans ambages que le Venezuela était aujourd’hui un pays où il était “*impossible d’investir*” et qu’“un certain nombre de cadres juridiques et commerciaux devraient être mis en place avant même de pouvoir comprendre quel type de rendement” pourrait justifier un quelconque investissement.

“*Nos actifs ont été saisis à deux reprises dans ce pays, vous pouvez donc imaginer que pour y revenir une troisième fois, des changements assez importants seraient nécessaires*”, a-t-il averti.

“*Même l’investisseur Harold Hamm, un important explorateur pétrolier et donateur majeur de Trump, a indiqué qu’il aurait besoin de beaucoup plus d’assurances avant de soutenir le plan de réinvestissement du gouvernement*”, souligne CNN.

En résumé, Donald Trump a beau promettre des lendemains qui chantent, “*pour l’instant, le secteur pétrolier ne semble pas convaincu*”, tacle la chaîne américaine.

Venezuela : Une compagnie pétrolière rappelle à Trump que ce sont ses sanctions qui l'ont forcée à quitter le Venezuela - Bolivar Infos 11 Janvier 2026

Lors d'une réunion avec la direction des principales compagnies pétrolières du monde, un représentant de l'entreprise étasunienne Halliburton a rappelé au président des États-Unis Donald Trump que la raison pour laquelle sa compagnie a cessé ses opérations Venezuela, c'est précisément les sanctions imposées par le président lui-même en 2019, pendant son premier mandat.

L'échange a été enregistré. Trump a interrogé le représentant de la compagnie : « *Quand es-tu parti ? Quand as-tu quitté le Venezuela ?* »

Le représentant d'Halliburton a répondu : « *en tant qu'entreprise, nous sommes partis à cause des sanctions en 2019. Nous avons l'intention de rester, mais quand les sanctions sont entrées en vigueur, on nous a demandé de partir, mais nous étions très intéressés à rester.* »

En complément.

« *Je n'ai pas aimé la réponse d'Exxon... Je serai probablement tenté de mettre Exxon à l'écart. Je n'ai pas aimé leur réponse. Ils font les malins.* » À bord d'Air Force One, le 11 janvier, le président des États-Unis a fait part aux journalistes de son mécontentement vis-à-vis de la défiance de Darren Woods quant à réinvestir au Venezuela. Le patron de la major américaine avait déclaré, lors d'une réunion à la Maison Blanche deux jours plus tôt, qu'il était « *impossible d'y investir* » en l'état. RT 12 janvier 2026

Quand le Réseau Voltaire justifie l'agression des Etats-Unis contre le Venezuela et l'enlèvement de Nicolas Maduro.

Les demandes des États-Unis vis-à-vis du Venezuela - Réseau Voltaire 8 janvier 2026

<https://www.voltairenet.org/article223468.html>

J-C – Tous les articles que nous venons de lire démolissent pierre par pierre l'argumentation frauduleuse de monsieur Meyssan. Ce type-là fait preuve d'une malhonnêteté incroyable, lui aussi il se permet tout.

Plus loin, vous trouverez l'entretien qu'il a donné à Géopolitique Profonde qui reprenait le contenu de cet article en plus détaillé, histoire d'aggraver son cas.

Si les installations pétrolières se sont détériorées, c'est parce après l'élection de Maduro les sanctions américaines ne permettaient plus de les entretenir ou d'effectuer les réparations qui s'imposaient, mais cette explication ne figurent pas dans le récit de Meyssan, il laisse supposer que

Maduro ne serait pas capable de diriger le Venezuela, ce qui tombe bien, il a été kidnappé par les américains, là aussi pour un peu le peuple vénézuélien devrait remercier Trump de les avoir débarrassés d'un incompetent...

- Nicolás Maduro n'est pas parvenu à maintenir les installations qui se sont détériorées. La production a continué à baisser, mais les revenus de l'État aussi.

J-C - Avec Meyssan, on n'est jamais loin du roman d'espionnage à deux balles.

- Un autre enjeu pour Washington serait de récupérer les stocks d'armes soviétiques dont dispose l'armée vénézuélienne. Il se pourrait que certaines de ces armes n'aient toujours pas livré tous leurs secrets et que le Pentagone souhaite en acquérir. L'armée bolivarienne serait contrainte de tenter un coup d'État pour les protéger.

J-C - En somme, l'agression du Venezuela serait salutaire. Trump est un saint homme, quand on vous le disait !

- En définitive, l'intervention états-unienne au Venezuela n'apparaît que comme une action visant à désorganiser les réseaux mafieux qui ont prospéré à l'ombre de l'alliance irano-vénézuélienne.

Venezuela. Faites tomber les masques.

Vidéo - Thierry Meyssan dévoile tout : Le Venezuela n'est qu'un leurre - Géopolitique Profonde TV 10 janv. 2026

<https://www.youtube.com/watch?v=DfE5ZsoCLa0>

J-C - Ne perdez pas votre temps à regarder cette vidéo, lisez les commentaires et vous aurez tout compris, Meyssan est pulvérisé à juste titre !

Meyssan reprend à son compte le discours de Trump contre Maduro et le Venezuela, mieux ou pire, il le justifie.

Meyssan, il est rayé de la carte comme géopoliticien de merde, il n'existe plus que dans l'ombre de Trump.

J'ai toujours indiqué aux lecteurs qu'il fallait se méfier comme de la peste des analyses qu'ils lisaient sur le Net, parce que sinon dans plus 90% des cas ils se feraient manipuler. Vous comprenez pourquoi maintenant. Plus un type paraît sympathique, plus il lui sera facile de vous bernier.

Cela vaut pour ce média social Géopolitique Profonde TV.